

MOBILISER, RÉSISTER, TRANSFORMER !

POUR EN SAVOIR PLUS

Rapport « Fin de cavale pour les multinationales ?
D'une loi pionnière en France à un traité à l'ONU »

Décryptage « Traité ONU sur les multinationales
et les droits humains : Vrais enjeux et faux débats »

RENDEZ-VOUS SUR

www.amisdelaterre.org/impunitemultinationales

CONTACT

Les Amis de la Terre France
Mundo M - 47 avenue Pasteur - 93100 MONTREUIL
+33 1 48 51 32 22 - france@amisdelaterre.org
www.amisdelaterre.org

SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :

Facebook : www.facebook.com/amisdelaterrefrance

Twitter : @amisdelaterre



Les Amis
de la Terre
France

L'IMPUNITÉ DES MULTINATIONALES EN QUELQUES CHIFFRES

**AUCUN TRAITÉ INTERNATIONAL
NE CONTRAINT LES MULTINATIONALES
À RESPECTER LES DROITS HUMAINS**

3 400

traités sur le commerce
et l'investissement
protègent les intérêts
des multinationales.

1/3

des violations aux droits
humains commises par des
entreprises dans le monde a
lieu dans le secteur extractif
(mines, pétrole, gaz).

25 ANS

que 30 000 victimes,
empoisonnées par l'eau
polluée par l'activité
pétrolière de Chevron-Texaco
en Équateur, cherchent
à obtenir justice et réparation.

197

militant-es ont été assassiné-es
en 2017, alors qu'ils-elles défendaient
leurs communautés, terres, rivières,
et forêts contre les industries destructrices.

3 ANS, 3 MOIS ET 15 JOURS

c'est la durée du parcours chaotique
de la loi française sur le devoir de vigilance
au Parlement, en raison des pressions incessantes des lobbies.

ENSEMBLE SUR LE
CHEMIN DES VICTOIRES

1

EN FRANCE, LA LOI SUR LE DEVOIR
DE VIGILANCE DES MULTINATIONALES
EST ADOPTÉE EN 2017.

Une victoire historique : après des années de mobilisation et plus de trois ans de processus législatif et de pressions féroces des lobbies, cette loi est finalement promulguée et devient une référence mondiale. Les multinationales françaises pourront enfin être reconnues légalement responsables des dommages humains et environnementaux que peuvent provoquer leurs activités, en France comme à l'étranger.

2

GRÂCE À NOS ACTIONS, LE MINISTRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES S'EST ENGAGÉ À
SOUTENIR LE PROJET DE TRAITÉ À L'ONU
DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
ET LA FRANCE JOUE DÉSORMAIS UN RÔLE
PLUS ACTIF DANS LES NÉGOCIATIONS.

Une victoire d'étape essentielle : la France doit porter la loi sur le devoir de vigilance au-delà de nos frontières pour que les multinationales du monde entier cessent de violer les droits humains et de détruire l'environnement.

STOP À L'IMPUNITÉ DES MULTINATIONALES !



Les Amis
de la Terre
France





AGISSEZ AVEC LES AMIS DE LA TERRE

NOUS AVONS BESOIN
DE VOTRE SOUTIEN !

Grâce à vous, nous pourrons :

-  Monter des actions en justice contre les multinationales françaises ne respectant pas la nouvelle loi sur le devoir de vigilance
-  Poursuivre nos actions de plaidoyer et de mobilisation à l'ONU
-  Continuer à dénoncer les désastres sociaux et environnementaux causés par les multinationales
-  Enquêter sur les lobbies pour limiter leur influence sur les politiques publiques

Je donne :

- 30€
- 60€
- 90€
- Autre montant :
- +7€ je souhaite recevoir le journal la Baleine en format papier

Nom

Prénom

Adresse

Code Postal

Ville

Téléphone

Email

Mon soutien financier est déductible à 66% de mes impôts.

J'envoie ce coupon accompagné d'un chèque,
à l'ordre des Amis de la Terre France
au 47, avenue Pasteur, 93100 MONTREUIL, France.

Je préfère le don en ligne, rendez-vous sur :
DON.AMISDELATERRE.ORG

MULTINATIONALES

QUAND ELLES SE CROIENT TOUT PERMIS

EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS·SES,
CONDITIONS DE TRAVAIL INDIGNES,
EXPULSIONS DE POPULATIONS,
FINANCEMENT DE MILICES ARMÉES,
DESTRUCTIONS ENVIRONNEMENTALES
ET POLLUTIONS MEURTRIÈRES... :

Les multinationales se servent de leur myriade de filiales et sous-traitants pour profiter de vides juridiques, de faiblesses institutionnelles et législatives de certains pays et échapper ainsi en toute impunité à leurs responsabilités.

Face à cette situation, les normes volontaires et les chartes éthiques ont largement montré leur insuffisance. Pour que les victimes accèdent à la justice et pour éviter de nouveaux drames, les Amis de la Terre se battent afin que des lois contraignantes soient imposées aux multinationales.



MOBILISÉ·E·S

POUR DÉMANTELER LE POUVOIR DES MULTINATIONALES

LES AMIS DE LA TERRE SONT MOBILISÉS
DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES POUR
METTRE FIN À L'IMPUNITÉ DES MULTINATIONALES.
GRÂCE À DES CAMPAGNES ET DES ACTIONS
DE PLAIDOYER AU NIVEAU NATIONAL,
EUROPÉEN ET INTERNATIONAL :

- Nous avons été au cœur du combat pour l'adoption **de la loi française sur le devoir de vigilance des multinationales** et veillons maintenant à son application ambitieuse ;
- Nous participons activement aux **négociations à l'ONU** pour l'adoption d'un traité au niveau international ;
- Nous donnons **la parole aux victimes** pour qu'elles témoignent directement devant les États ;
- Nous **coordonnons la coalition française pour le traité ONU**, composée de 11 organisations ;
- Nous jouons **un rôle clé** au sein des deux coalitions internationales (Treaty Alliance et Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des multinationales) réunissant des centaines d'organisations et mouvements sociaux.

VERS UN TRAITÉ À L'ONU ?

LE COMBAT CONTINUE

LE TRAITÉ SUR LES MULTINATIONALES
ET LES DROITS HUMAINS DOIT ÊTRE ADOPTÉ
AU PLUS VITE, AVEC UN CONTENU AMBITIEUX.
MAIS LES DÉFIS SONT NOMBREUX :

1

L'Union Européenne rechigne à avancer et multiplie les manœuvres pour empêcher le bon déroulé du processus.

2

Certains pays comme les États-Unis et le Canada ne participent même pas aux négociations alors que de nombreuses multinationales siègent dans ces deux États.

3

La France et l'UE souhaitent renforcer la présence des entreprises dans les négociations : un danger qui conduirait inévitablement à ralentir le processus et à affaiblir la portée du traité puisque les lobbies privés sont ouvertement contre ce projet.